

**CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE**  
17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**RECOUVREMENT DE JOINTS DE VITRAGES AMIANTES SOUS MODE  
OPERATOIRE EN SOUS-SECTION 4 – IMMEUBLE ARGONNE**

**Mode de passation et forme de marché :**

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.  
Marché unique à prix global et forfaitaire

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1.      Objet .....	4
1.2.      Dispositions générales et caractéristiques .....	4
1.3.      Prestations similaires .....	5
<b>ARTICLE 2.   PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3.   DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4.   PENALITES .....</b>	<b>5</b>
4.1.      Pénalités.....	5
4.2.      Dispositions d'application.....	6
<b>ARTICLE 5.   PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6.   MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7.   CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>7</b>
7.1.      Avance.....	7
7.2.      Garantie financière de l'avance .....	8
7.3.      Retenue de garantie .....	8
<b>ARTICLE 8.   CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9.   RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10. INTERVENANTS A L'OPERATION DE TRAVAUX .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet**

Le présent marché a pour objet les travaux de recouvrement de joints de vitrages amiantés sous mode opératoire en Sous-Section 4.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), organisme de la branche maladie/AT-MP, a pour mission de prévenir, accompagner et réparer les fragilités liées à la santé, tant sociales que professionnelles, en Ile-de-France.

Elle assure la gestion de certaines prestations de Sécurité sociale (invalidité, allocation amiante, appareillage).

Dans le domaine de l'Action sanitaire et sociale, les 300 assistant(e)s de son Service social soutiennent chaque année près de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, luttent contre l'exclusion médico-sociale et la désinsertion professionnelle des assurés en arrêt de travail, sécurisent les sorties d'hospitalisation.

Son École de Service Social prépare au diplôme d'État d'assistant de service social, et propose une offre de formation continue en travail social.

Son Centre Médical Stalingrad dans le 19ème arrondissement parisien accueille chaque jour plus de 500 patients, leur donnant accès à une offre de soins pluridisciplinaires à tarifs conventionnés de secteur 1.

Sur le champ de la perte d'autonomie et du handicap, les ergothérapeutes de son Centre d'Information et de Conseil sur les Aides Techniques (ESCAVIE) interviennent dans l'aménagement du cadre de vie et des postes de travail en entreprise.

Dans le champ de la santé au travail, la CRAMIF accompagne les entreprises d'Ile-de-France pour protéger leurs salariés. Par le calcul et la notification des taux de cotisation Accidents du Travail/Maladies Professionnelles de 500.000 établissements, et grâce à l'action de ses préventeurs qui conseillent et accompagnent de manière ciblée près de 8.500 établissements, elle incite à la mise en place d'actions de prévention. Elle dispose également de 3 structures techniques (2 laboratoires de toxicologie et de bio-contaminants ainsi qu'un centre de mesures physiques)

L'opération de travaux concerne l'immeuble Argonne :

Le bâtiment situé au 17 place de l'Argonne dans le 19ème arrondissement de Paris, s'étendant sur 10 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, abrite les locaux administratifs de la CRAMIF dans les niveaux R+8, R+9 et R+10.

La description de la prestation et ses spécifications techniques sont mentionnées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

### **1.2. Dispositions générales et caractéristiques**

Procédure passée en application du code de la commande publique qui se compose de deux parties :

1. Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 (publié au JO le 05/12/2018) portant partie législative du code de la commande publique,
2. Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 (publié au JO le 5/12/2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée relevant de l'article R 2123-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique et suivant l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Il s'agit d'un marché unique à prix global et forfaitaire

### **1.3. Prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

### Pièce particulière :

- L'acte d'engagement et son annexe :
  - La décomposition du prix global et forfaitaire
- Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
  - Plans R+8 / R+9 / R+10
  - Rapport de repérage amiante avant travaux n°BG-2501-0993-VSA-Joints Menuiserie réalisé par BIO GOUJARD en date du 24/01/2025
- Le mémoire technique du titulaire du marché et le planning des travaux
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Livret de sécurité du prestataire

### Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Travaux (CCAG-TRAVAUX), issu de l'Arrêté du 30 mars 2021, document non joint mais réputé connu du titulaire,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 (publié au JO le 5/12/2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

## **ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE**

Le délai de réalisation des travaux est de 4 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, dont 2 semaines de période de préparation de chantier et 2 semaines d'exécution des travaux.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG TRAVAUX, les dossiers des ouvrages exécutés seront à remettre au maître d'œuvre.

Conformément à l'article 19.3 du CCAG précité, le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception entraînera la retenue totale du dernier acompte.

## **ARTICLE 4. PENALITES**

### **4.1. Pénalités**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG TRAVAUX (Arrêté du 30 mars 2021), il sera fait application des pénalités suivantes :

- a. Non présentation à une réunion de chantier, d'étude, de coordination, de présentation et une visite : 50 € par constatation.
- b. Non-respect des préconisations et/ou recommandation du/des fabricant(s) et/ou du ou des constructeur(s) pour chaque constatation : 50 €
- c. Retard aux réunions : 25 € par retard.

- d. Retard de chantier par jour calendaire : 25 €
- e. Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 100 €
- f. Dépôt de matériels, matériaux, en dehors des zones prescrites par infraction constatée : 50 €
- g. Retard dans le nettoyage du chantier et respect des règles d'hygiène par jour calendaire : 25 €
- h. Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, échantillons, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...), par document et par jour calendaire de retard : 50 €
- i. Retard dates butoirs levées de réserves : 75 € par jour calendaire.
- j. Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.), par jour calendaire : 75 €
- k. Non-respect des documents demandés pour le DOE, pour le dossier descriptif, pour le dossier d'exploitation pour chaque constatation et par dossier : 50 €
- l. En cas de déclenchement intempestif de la détection incendie, il sera appliqué une pénalité de : 100 € par déclenchement
- m. En cas de pollution accidentelle, il sera appliqué à chaque constat une pénalité de : 100 €, le montant sera doublé en cas de pollution volontaire.

#### **4.2. Dispositions d'application**

Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG TRAVAUX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Il appartient au titulaire d'apporter la preuve que les défauts ne lui sont pas imputables.

### **ARTICLE 5. PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant la prestation mais aussi :

- le coût de la main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- la participation aux dépenses communes ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum),

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire n'a pas valeur contractuelle, à l'exception des prix unitaires de la décomposition des prix global et forfaitaire (D.P.G.F). Ceux-ci seront utilisés en cours d'exécution du marché, comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés.

#### **Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant

au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé mois zéro et précède la remise des offres, à savoir : **avril 2025**

Les prix sont fermes et non révisables.

## ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Le paiement du marché s'effectuera par virement, sur présentation de factures suivant l'exécution du marché (acomptes). Le montant de chaque acompte sera déterminé par la personne responsable du marché :

Compte à créditer – joindre un R.I.B (Original).....  
Numéro :.....  
Banque :.....  
Centre de chèques postaux :.....  
Trésor public :.....

Les factures sont à déposer dans l'appliquet CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

**Compte CRAMIF :**

**SIREN : 77569473000018 – CAISSE REGIONALE ASSURANCE MALADIE**

**SERVICE : DIAM Service ordonnancement**

Elles devront comporter les mentions suivantes :

- Références du marché,
- Description des prestations concernées et leur prix HT et TTC
- Le montant total en € HT et TTC avec indication de la TVA
- N° SIRET de la Société.

Le délai global de paiement à compter de la date de réception de la facture est de 30 jours (dispositions prévues par l'article R 2192-10 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique).

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit

- au bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux applicable est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile, au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points (article 8 – décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique) ;
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Financier et comptable de la CRAM d'Ile de France.

## ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 7.1. Avance

En application de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée pour les marchés d'un montant supérieur à 50.000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf refus porté par le titulaire.

La maîtrise d'ouvrage retient pour l'avance, l'option B. Si le titulaire est une P.M.E, il lui appartiendra de le prouver par tous moyens (chiffres d'affaires antérieurs, nombre de salariés dans l'entreprise etc...).

**Le titulaire devra renseigner l'article 3 de l'acte d'engagement pour déclarer s'il souhaite bénéficier de l'avance.**

## **7.2. Garantie financière de l'avance**

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie financière destinée à la restitution de l'avance en cas de résiliation du marché ou de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

La garantie financière prendra la forme d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur la preuve de la constitution de la garantie financière dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché. A défaut, l'avance n'est pas versée.

## **7.3. Retenue de garantie**

Sans objet

## **ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE**

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

Les données d'identification vous concernant, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF.

Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: [dpo.cramif@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.cramif@assurance-maladie.fr).

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD). L'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés devra également être prise en compte par le prestataire.

Par ailleurs afin de permettre l'application des articles 32, 33 et 34 du Règlement Européen sur la sécurité des données, en cas de violation de données, le prestataire devra être en mesure de prévenir la CRAMIF au plus tard dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, sur l'adresse de messagerie dédiée [ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr](mailto:ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr).

## **ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait application des dispositions du CCAG travaux, sauf l'article 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

### Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité :

Par dérogation, à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation.

### Autre cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité :

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L 620 et suivants du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

Par ailleurs, le marché pourra également être dénoncé par le titulaire ou par l'organisme, par lettre recommandée avec accusé réception, sous réserve de respecter un préavis de 2 semaines sans versement d'indemnité.

### Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,



- b) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- c) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG TRAVAUX.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus au second paragraphe du présent article 11 du CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;

## **ARTICLE 10. INTERVENANTS A L'OPERATION DE TRAVAUX**

Les intervenants sont les suivants :

**Maîtrise d'œuvre externe :**

BLG BUILDING GROUP, 5 rue Michel Peter, 75013 PARIS

**Contrôleur technique :**

Sans objet

**Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé (C.S.P.S) : Sans objet**

## **ARTICLE 11 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la CRAMIF, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre ou du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord cadre et/ou le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Ainsi, l'organisme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX

L'article 4.1 du présent CCAP déroge aux articles 19 du CCAG-TRAVAUX

L'article 4.2 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG-TRAVAUX